

LA LICRA ET LES FALSIFICATIONS SUR LE CRASH DE L'AIRBUS RIO-PARIS

Dans l'enquête sur le crash de l'Airbus Rio-Paris, la juge Sylvia Zimmermann, dirigeante de la LICRA, agissant « *au nom du peuple français* », viole outrageusement la loi pour permettre la falsification des faits et mettre hors de cause les responsables et coupables. Elle met tout en œuvre pour faire juger responsables du crash trois innocents, les pilotes décédés. Elle s'évertue en outre à détruire à petit feu les familles de victimes dans une procédure à n'en plus finir. Elle a mis en place une escroquerie en bande organisée : les parties civiles paient des honoraires parfois colossaux à des avocats, en premier lieu Alain Jakubowicz, président de la LICRA, qui oeuvrent en fait dans l'intérêt de la partie adverse, Airbus, mis en examen.

Associée à son ami Jakubowicz, avec le concours de quelques gens de robe, la juge Zimmermann organise avec persévérance une énième chasse à l'honnête homme pour m'envoyer au goulag (« *7 ans à passer en hôpital psychiatrique* » pour « *ce fou* » comme elle l'a écrit dans un courriel disponible en ligne). Mon seul tort est de dire la vérité et d'aider les familles de victimes. Il est vrai que, si on m'avait écouté, des centaines de vies humaines auraient été épargnées, dans plusieurs crashes. Zimmermann et Jakubowicz veulent faire enfermer celui qui a raison sur tout depuis les années quatre-vingt, comme le montrent les faits qui ne cessent de s'accumuler dans tous les domaines, y compris le militaire.

L'exécutif, jusqu'au plus haut niveau, est parfaitement informé de tout ce qui précède, et même de beaucoup plus, ce qu'un enfant de quinze ans comprend en quelques minutes sur le Web (demandez au ministre Montebourg ou bien faites une petite recherche).